HAL
open science

Les électeurs du Front national (2012-2015)

Nonna Mayer

To cite this version:

Nonna Mayer. Les électeurs du Front national (2012-2015). Florent Gougou; Vincent Tiberj. La déconnexion électorale, Fondation Jean-Jaurès, pp.69 - 76, 2017. hal-01524034

HAL Id: hal-01524034

https://sciencespo.hal.science/hal-01524034

Submitted on 23 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES ÉLECTEURS DU FRONT NATIONAL (2012-2015)

Nonna Mayer

Au premier tour des élections régionales de 2015, les scores du Front national (FN) ont frôlé les 28 % des suffrages exprimés. Au second, il a recueilli plus de 6,8 millions de voix et 15 % des inscrits. L'enquête « Régionales 2015 » réalisée au lendemain du scrutin permet de prendre la mesure de sa dynamique électorale, à un peu plus d'un an de l'échéance présidentielle de 2017. Il montre la relative stabilité des structures idéologiques et sociodémographiques des soutiens du Front national, à l'exception de deux changements majeurs par rapport à 2012. La précarité sociale qui favorisait le vote de gauche joue aujourd'hui en faveur du FN, tandis que l'électorat féminin conquis par Marine Le Pen en 2012 se montre de nouveau plus réticent que l'électorat masculin.

Un ancrage à droite

L'électorat frontiste se caractérise toujours par un fort tropisme droitier. La proportion de votes déclarés pour le FN aux régionales est d'autant plus élevée que la personne interrogée est plus à droite, passant de 11 % chez celles qui se placent à l'extrémité gauche de l'échelle gauche/droite à 65 % chez celles qui se situent à son extrémité droite. La seule différence notable par rapport aux scrutins précédents est la progression du FN chez les « ninistes », soit les personnes qui se classent au centre ou refusent de se situer, où il recueille 25 % des suffrages contre 19 % en 2012 et 8 % en 2007.

Ce positionnement n'est pas arbitraire, il renvoie à des valeurs et à des attitudes spécifiques. Si la société française a globalement évolué vers plus de tolérance, sous l'effet du renouvellement générationnel, de la hausse du niveau d'instruction et de la diffusion des valeurs post-matérialistes, les électeurs lepénistes sont restés à l'écart du mouvement.

En 2015, 60 % veulent rétablir la peine la peine de mort (contre 28 % des électeurs de droite et 11 % des électeurs de gauche) et 91 % jugent le nombre d'immigrés excessif (contre 60 % à droite et 22 % à gauche), soit des proportions respectivement supérieures de 33 et 43 points à la moyenne de l'échantillon. *A contrario*, ce sentiment anti-immigrés apparaît comme la condition quasi nécessaire d'un tel choix. La proportion de votes FN au premier tour des régionales passe de 1 % chez les personnes qui ne sont « pas du tout d'accord » avec l'idée qu'il y a trop d'immigrés à 6 % chez les « plutôt pas d'accord », 26 % chez les « plutôt d'accord » et 52 % chez les « tout à fait d'accord ». Malgré les efforts de Marine Le Pen pour diversifier la thématique du mouvement, c'est toujours l'immigration qui polarise son électorat.

C'est aussi le seul domaine où l'électorat de Marine Le Pen se positionne autant à droite. Sur les questions de mœurs (homosexualité, place des femmes), il voisine avec ceux de la droite classique. Sur les questions économiques, notamment sur le degré d'intervention de l'État face au marché et aux entreprises, longtemps au fondement du clivage gauche/droite, ou sur les questions sociales, il se situe à gauche de celui de la droite. Ainsi la moitié des électeurs frontistes estiment que « pour établir la justice sociale il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres » (contre un tiers des électeurs de droite et 72 % des électeurs de gauche), et les partisans de donner la priorité à la compétitivité de l'économie française sur l'amélioration de la situation des salariés sont 42 % (contre 62 % à droite et 30 % à gauche).

Quant aux enjeux européens, ils sont venus brouiller les repères politiques dès le référendum sur le traité de Maastricht en 1992[63], opposant les partis modérés, majoritairement pro-européens, aux partis extrêmes tant de gauche que de droite, farouchement opposés à l'intégration européenne. Le référendum de 2005 sur le traité européen a confirmé ce phénomène[64] et la crise économique qui a débuté en 2008

63. Olivier Duhamel, Gérard Grunberg, « Les dix France », dans Sofres, *L'État de l'opinion*, Paris, Seuil, p. 79-85, 1993.

64. Sylvain Brouard, Vincent Tiberj, « The French Referendum: The Not So Simple Act of Saying "Nay" », *PS: Political Science and Politics*, 39(2), p. 261-268, 2006.

l'a renforcé. En 2015, les jugements négatifs sur l'Union européenne culminent chez les électeurs du FN, mais ils remontent aussi chez les électeurs de la gauche non socialiste (trotskistes, Front de gauche et Parti communiste), décrivant une courbe en U. Le sentiment que la France n'a pas bénéficié de l'Union européenne atteint son minimum chez les électeurs écologistes (12%) et ceux des partis de gouvernement (16 % chez les électeurs des listes PS, 21 % chez ceux de la droite classique), et son maximum chez les électeurs frontistes et ceux de la gauche de la gauche (respectivement 55 % et 33 %). Les raisons de leur rejet sont toutefois différentes. Les électeurs du Front national voient dans l'Union européenne les prémices d'une immigration incontrôlée et une menace pour l'identité nationale (respectivement 87 % et 90 %), alors que ceux de la gauche de la gauche sont plus préoccupés par un éventuel recul de la protection sociale (79 %).

Pour évaluer le pouvoir explicatif de ces différentes attitudes sur le vote FN en 2015, on a construit quatre indicateurs qui synthétisent le degré de libéralisme économique, de libéralisme en matière de mœurs, d'ethnocentrisme et de sentiment anti-européen, auxquels on a ajouté le placement sur l'échelle gauche/droite. Seuls ont un effet significatif sur le vote FN, par ordre décroissant, le niveau d'ethnocentrisme, la position sur l'échelle gauche/droite et le niveau d'euroscepticisme[65]. Quand on combine leurs effets, les probabilités d'avoir voté FN prédites par le modèle passent de 5 % en moyenne dans les deux premières cases de l'échelle gauche/droite à 59 dans les deux dernières, de 1 à 53 quand on va des moins au plus eurosceptiques, et de 3 à 61 selon que le degré d'ethnocentrisme. Mais l'attachement à la famille traditionnelle, tout comme au libre jeu du marché, n'ont aucun impact une fois contrôlé l'effet des autres variables.

Des structures sociales stables

Entre 2012 et 2015, le niveau de soutien au FN a fortement progressé dans toutes les catégories de la population. Au final, le profil socioculturel

65. L'analyse de régression logistique sur le vote Front national au premier tour qui permet d'aboutir à ces résultats est disponible sur demande auprès de l'auteure.

de cet électorat a peu varié. L'éducation reste la variable décisive. Faire des études ouvre sur d'autres cultures, apprend à raisonner de manière autonome, à refuser les simplifications et les préjugés. Si le Front national attire des intellectuels, des énarques, des universitaires, en accord avec ses idées, les probabilités de voter pour lui sont toujours d'autant plus élevées que la personne a fait peu d'études. C'est chez les personnes qui ont une formation technique courte (CAP, brevet professionnel) que le parti lepéniste fait ses meilleurs scores, chez celles qui ont au moins fait un deuxième cycle universitaire les plus mauvais (respectivement 45 % et 15 % des suffrages exprimés). Échouer au bac ou être orienté au préalable vers des filières courtes condamne aux petits boulots ou au chômage et suscite un ressentiment auquel les immigrés servent facilement d'exutoire, surtout parmi les nouvelles générations arrivant sur le marché du travail.

De même, comme du temps du père, le FN réussit mieux dans les fractions populaires de l'électorat. Chez les ouvriers, les plus touchés par la crise, les plus exposés au chômage, les plus mécontents du gouvernement en place, il atteint un score record de 52% des suffrages au premier tour. Il a plus de mal à percer chez les classes moyennes et supérieures (20 % chez les cadres et professions intellectuelles supérieures, 23 % chez les professions intermédiaires).

Ces élections ont toutefois été marquées par un taux élevé d'abstention, 50 % au premier tour et 42 % au second. Et les catégories socialement et culturellement défavorisées ont une propension plus marquée au retrait. Au moins 43 % des ouvriers de l'enquête ne sont pas allé voter au premier tour (contre 40 % en moyenne)[66]. Recalculé par rapport aux inscrits, le score des listes FN chez les ouvriers est de 30 %, contre 17 % aux listes de gauche et 11 % aux listes de droite. La majorité des ouvriers inscrits sur les listes électorales n'a donc pas voté pour le FN, même s'ils pèsent lourd dans l'électorat du Front national. Si on leur ajoute les employés, ces milieux populaires représentent 46 % de l'électorat du FN au premier tour des régionales et 48 % au second (contre moins d'un

66. L'abstention est sous-déclarée dans les sondages. Ici elle est estimée en additionnant les déclarations d'abstention, de vote blanc ou nul, et les refus de répondre.

tiers dans l'électorat total à cette élection), phénomène qui caractérise la plupart des partis de droite radicale en Europe, dans un contexte de recul du vote de classe et de montée des enjeux non économiques[67].

Un effet accru de la précarité sociale

Le score Epices[68] permet de préciser la situation sociale des personnes interrogées, en les classant sur un gradient de précarité allant de 0 à 100, à partir de questions portant sur leur situation économique mais aussi leur degré d'isolement, leur couverture sociale, leur accès aux loisirs et à la culture. Le premier effet de la précarité est de favoriser l'abstention et le retrait politique, quel que soit le scrutin. Mais chez les personnes qui sont allé voter, elle ne produit pas les mêmes effets en 2012 et en 2015. En 2012, elle incline à voter à gauche ou pour le FN : le niveau du vote de gauche atteint 51 % au premier tour dans le dernier quintile, celui des plus précaires, et 63 % au second. Marine Le Pen, elle, fait alors son meilleur score non dans le dernier mais dans l'avant-dernier quintile (premier tableau page suivante). Dans le groupe des ouvriers en particulier (deuxième tableau page suivante), ce sont les non-précaires (score Epices inférieur à 30), disposant d'un minimum de qualification, d'un certain confort matériel et craignant de descendre une échelle sociale qu'ils ont eu du mal à grimper, qui donnent le plus de voix à la présidente du Front national (35 % contre 22 % chez les ouvriers précaires). Le phénomène n'est pas spécifique à la France[69].

67. Daniel Oesch, « Explaining Voters' Support for Right-Wing Populist Parties in Western Europe. Evidence from Austria, Belgium, France, Norway and Switzerland », *International Political Science Review*, 29(3), p. 348-373, 2008 ; Simon Bornschier, Hanspeter Kriesi, « The Populist Right, the Working Class, and the Changing Face of Class Politics », *in* J. Rydgren (dir.), *Class Politics and the Radical Right*, Londres, Routledge, p. 10-29, 2012 ; Dennis Spies, « Explaining Working-Class Support for Extreme Right Parties: A Party Competition Approach », *Acta Politica*, 48, p. 296-325, 2013.

68. Céline Braconnier, Nonna Mayer (dir.), *Les Inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

69. Simon Bornschier, Hanspeter Kriesi, « *The Populist Right, the Working Class, and the Changing Face of Class Politics* », *in* J. Rydgren (dir.), *Class Politics and the Radical Right*, Londres, Routledge, p. 10-29, 2012.

Le vote selon le niveau de précarité (2012-2015)

	P2012 (T1)			R2015 (T1)		
	Gauche	Droite	Le Pen	Gauche	Droite	Le Pen
Q1 – Quintile moins précaire	43	46	11	42	33	25
Q2	39	42	19	41	40	20
Q3	44	37	19	45	28	28
Q4	41	36	24	39	34	27
Q5 – Quintile plus précaire	51	29	20	25	28	48

Mais trois ans après, l'image de la gauche s'est détériorée (tableau ci-dessus) : c'est chez les plus précaires qu'elle fait désormais ses plus mauvais score (25 %, contre 45 % chez les moyennement précaires et 42 % chez les pas du tout précaires). Les ouvriers précaires en particulier ont deux fois moins souvent voté pour des listes de gauche que les non-précaires (tableau ci-dessous). Le vote FN, à l'inverse, bat ses records chez les ouvriers les plus précaires, avec 64 % des suffrages au premier tour et 62 % au second (contre respectivement 43 % et 35 % chez les ouvriers non précaires).

Vote des ouvriers en 2012 et 2015 par niveau de précarité

	P2012 (T1)			R2015 (T1)			R2015 (T2)		
	Gauche	Droite	Le Pen	Gauche	Droite	Le Pen	Gauche	Droite	Le Pen
Non précaires	40	25	35	36	21	43	29	35	35
Précaires	52	27	22	18	17	64	17	21	62

NB. Les précaires ont un score égal ou supérieur à 30 sur le score Epices.

Le retour du « *gender gap* »

La notion de « *radical right gender gap* » désigne la réticence plus marquée des femmes à voter pour les droites radicales. Il s'observe dès

leur émergence électorale en Europe à la fin des années 1980[70], pour des raisons qu'on ne développera pas ici (différences de statut professionnel, de religiosité, de socialisation politique, impact du féminisme, etc.). Du temps où Jean-Marie Le Pen présidait le FN, les électrices étaient en tout cas systématiquement moins nombreuses que les électeurs à lui donner leur voix, avec des écarts de 4 à 7 points. Mais au premier tour du scrutin présidentiel de 2012, l'écart entre le vote Marine Le Pen des électeurs et des électrices se réduit à 1,5 point. Une fois contrôlé l'effet des autres variables susceptibles d'expliquer le choix électoral, le *gender gap* disparaît complètement. À âge, profession, diplôme, pratique religieuse, orientation idéologique égaux, les femmes ont autant voté pour la candidate du FN que les hommes en 2012. On peut y voir un « effet Marine Le Pen » : une femme, qui se présente comme « quasi féministe », avec une image plus moderne que son père sur les questions de société, et qui donne du parti une image moins extrême. Cela tiendrait également à la détérioration de la situation économique des femmes de milieu populaire, en particulier dans le prolétariat des services. Marine Le Pen fait une percée spectaculaire, au premier tour présidentiel, chez les employés de commerce, un milieu majoritairement féminin[71]. Mais en 2015, l'écart entre le vote masculin et féminin pour le FN est revenu (33 % contre 26 %), comme déjà lors des élections européennes de 2014[72] et des départementales de 2015. Une analyse de régression logistique introduisant successivement dans le modèle explicatif les variables socioculturelles (sexe, âge, niveau d'études, pratique religieuse, profession), politiques (placement sur l'échelle gauche/droite) et les orientations idéologiques (euro-scepticisme, ethnocentrisme, libéralisme économique et culturel) confirme que le *radical right gender gap* réapparaît dès qu'on introduit les variables politiques et idéologiques.

70. Terri Givens, « The Radical Right Gender Gap », *Comparative Political Studies*, 37(1), p. 30-54, 2004 ; Tim Immerzeel, Hilde Coffé, Tanja Van Der Lippe, « Explaining the Gender Gap in Radical Right Voting: a Cross-National Investigation in 12 Western European Countries », *Comparative European Politics*, 13(2), p. 263-286, 2015.

71. Nonna Mayer, « Le plafond de verre électoral entamé, mais pas brisé », *in* S. Crépon, A. Dézé, N. Mayer (dir.), *Les Faux-Semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 299-320, 2015 ; Nonna Mayer, « The Closing of the Radical Right Gender Gap in France? », *French Politics*, 13(4), p. 391-414, 2015.

72. Mauro Barisione, Nonna Mayer, « The Transformation of the Radical Right Gender Gap: the Case of the 2014 EP Election », *International Conference of Europeanists*, Paris, 2015.

Autrement dit, le phénomène n'est pas stabilisé et il dépend largement du contexte électoral. Une campagne présidentielle particulièrement intense et mobilisatrice comme celle de 2012 a pu inciter des femmes jeunes, peu qualifiées, de milieu populaire, à faire de Marine Le Pen, le temps d'un scrutin, la porte-parole de leur ras-le-bol. Les mêmes se détournent sans doute des urnes lors d'élections de faible intensité, ou votent pour la droite sarkozyste. Demain, dans le contexte de l'élection présidentielle de 2017 et d'une désaffection sans précédent à l'égard non seulement de la gauche au gouvernement, mais de la classe politique dans son ensemble, elles pourraient lui revenir, et faire la différence.